



EXPERT SIG – Mise en place d’un Système d’information et d’analyse géographique en appui à la réponse aux désastres

TERMES DE REFERENCE

Titre du projet	Projet de Renforcement de la Préparation et de la Gestion des Désastres en Haïti (RPGD)
Unité	Résilience
Fonction	Expert en SIG (consultant)
Lieu d’Affectation	Port-au-Prince (déplacements fréquents dans les 10 départements du Pays)
Durée	180 jours
Prise de fonction	

CONTEXTE

De par sa situation, Haïti est exposée à de nombreux risques naturels : cyclones ; inondations et crues torrentielles ; mouvements de terrain et séismes. La vulnérabilité des populations est aggravée par la colonisation d’espaces très exposés aux menaces naturelles (zones de failles actives, pentes abruptes, ravines, berges de rivières, plaines inondables, etc.).

La fréquence des catastrophes naturelles et le constat d’accroissement de la vulnérabilité en Haïti, nécessite la mise en place d’un dispositif réglementaire ainsi qu’un renforcement et/ou la mise en place d’une politique de prévention des risques naturels dont l’objectif est d’assurer la sécurité des personnes et des biens et la pérennisation des investissements dans le domaine de la construction et des infrastructures en anticipant les phénomènes naturels. Suite au séisme destructeur de janvier 2010, les expériences acquises à travers la mise en œuvre de programmes d’aménagement du territoire et de reconstruction soulignent la nécessité d’intégrer la réduction des risques dans les projets actuels et futurs.

La dynamique actuelle au sein du gouvernement de « formaliser » par une loi, le cadre d’intervention du SNGRD (Système National de Gestion des Risques et des Désastres) associée à la volonté de la DPC de refonder sa stratégie opérationnelle, justifie un projet dédié à l’appui technique et matériel dans la prévention et la gestion des désastres. Par ailleurs, l’évaluation des dommages post désastre (PDNA) élaborée à l’issue du passage du cyclone Mathieu en octobre 2016 constitue un « document cadre » justifiant l’intervention dans les domaines d’action prioritaires articulés autour de trois objectifs principaux ¹:

¹ Le bilan fait état de 546 morts, 128 disparus et 439 blessés. Plus de 120 mille maisons ont été soit détruites, soit endommagées. Environ 2.1 millions de

- i. Rétablir et renforcer au plus vite les capacités de réponse aux désastres dans les zones affectées (pouvoir se préparer et répondre le plus rapidement et efficacement possible aux besoins divers de la population lors des prochaines urgences ; de disposer d'un système national et local d'alerte fiable et doté de services d'intervention ; assurer la continuité de la coordination des opérations de réponses) ;
- ii. Réduire la vulnérabilité aux désastres dans les zones affectées avec une emphase sur le renforcement de la résilience des femmes, des jeunes et des personnes handicapées (...) en produisant de l'information adaptée et des outils de réduction des risques nécessaires au relèvement et en diffusant cette information auprès de la population en général, et des acteurs du relèvement en particulier ;
- iii. Réduire la pression et le cercle vicieux que constituent les désastres sur les ménages et renforcer ainsi leur résilience en introduisant des mécanismes de transfert de risques dans les zones affectées ;

Ainsi, le projet d'appui à la prévention et à la gestion des désastres, financé par la coopération japonaise, s'inscrit dans la mise en œuvre du programme de coopération du PNUD avec le gouvernement haïtien. Il vise à renforcer les capacités opérationnelles du SNGRD ainsi que les capacités techniques de la Direction de la Protection Civile (DPC) et des Centres d'Opération d'Urgence (COU) dans la prévention et la gestion des risques. Le projet s'aligne sur les retours d'expériences de la gestion du cyclone Mathieu et plus précisément sur les orientations stratégiques de l'évaluation post-désastre (PDNA), ceci afin de contribuer à une réponse plus efficace et adaptée aux besoins spécifiques des populations face aux crises futures. Le projet s'articule autour de quatre composantes :

- Le renforcement du SNGRD dans l'opérationnalisation de son cadre légal et stratégique (PNGRD) ;
- L'élaboration d'un cadre méthodologique standard pour les plans de contingence multirisques aux échelles communal et départemental (avec une approche participative et de sensibilisation adaptée au genre, à l'âge et au handicap) ;
- Le renforcement de la DPC dans la planification inclusive et équitable, la coordination et la gestion de crise (mise en place d'une base de données SIG pour la gestion de la réponse, sensibilisation sur l'importance de collecter et utiliser les données sur le genre, l'âge et le handicap et formation des CTD pour la mise à jour, l'exploitation et la valorisation de cette base de données) ;
- La mise à disposition d'équipements pour les centres d'opérations d'urgence COUD / COUC ; installation de deux stations de surveillance sismologique pour l'Unité Technique Sismique (UTS) du BME (Bureau des Mines et de l'Energie) ;
-

Une attention sera portée à l'engagement des femmes, des jeunes et des populations handicapées dans la prévention, la préparation et la réponse aux désastres. La stratégie de mise en œuvre envisagée sera fondée sur le transfert de compétences à travers une approche « d'apprendre en faisant » via une assistance technique appropriée et ciblée sur les besoins prioritaires. La priorité sera accordée au département du Nord-Ouest, durement affecté par le cyclone en octobre dernier.

personnes (y compris les enfants) ont été affectées dont 1.4 millions (12,4 % de la population totale du pays) en besoin urgent d'assistance humanitaire. Les femmes représentent 49% de la population soit 784 000 personnes dans les zones affectées. Plus de 175 500 personnes ont trouvé refuge dans 224 abris temporaires. Les pertes et dommages sont estimés globalement à 2,8 milliards de dollars.

Le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (MICT) à travers la Direction de la Protection Civile (DPC), bras opérationnel du SNGRD sera le partenaire privilégié de ce projet.

FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision générale de la Chef de l'Unité Résilience et sous la supervision directe du chef de projet, l'expert en SIG contribuera au renforcement des capacités opérationnelles de la DPC en assistant à l'élaboration d'un système géo-référencé (SIG) dans le but d'améliorer les mécanismes de réponse. Il s'agira d'appuyer les cadres de la DPC au niveau central, départemental (10 départements) et communal (10 communes du département du Nord-Ouest) pour le référencement et la localisation des principaux équipements nécessaires pour la réponse à savoir les abris certifiés, les lieux d'accostage pour l'aide acheminée par bateaux, les lieux d'atterrissage pour les hélicoptères d'urgence, les stocks d'urgence, les bâtiments administratifs de référence (COUD, COUN, mairie, délégation départementale etc.), les équipements de santé (hôpitaux, dispensaires, cliniques, pharmacies etc.). Une emphase sera portée à l'intégration de données spécifiques sur les groupes vulnérables et défavorisés en cas d'urgence (par exemple, les hôpitaux équipés pour traiter les victimes de violences sexuelles ou les femmes enceintes, les centres de soutien psychosocial, les refuges pouvant accueillir des personnes handicapées et ceux équipés de mesures de protection spécifiques pour les femmes seules et les enfants). Les données générales seront répertoriées par les cadres des 10 COUD alors que les données spécifiques obtenues sur le département du Nord Ouest dans le cadre de l'élaboration des plans de contingence (composante 2 du projet) alimenteront de manière inclusive le SIG pour ce département. L'expert sera en charge de dispenser des formations spécifiques sur le fonctionnement du SIG, sa mise à jour, la gestion de données. La création de ce SIG se fera en étroite collaboration avec le CNIGS (Centre National d'Information Géospatiale).

De façon concrète l'expert aura les fonctions suivantes :

- Identifier, à travers des sources d'information existantes et des missions de terrain, les capacités et les systèmes existants (en partenariat avec la DPC et le CNIGS) en matière de réponse aux désastres (équipements et services d'urgence) ainsi que les besoins additionnelles (lieu sécurisé d'accostage, d'atterrissage, de stockage etc.) ;
- Assister le personnel de la DPC dans le géo-référencement des infrastructures existantes sur les 10 départements et pour les 10 communes du département du Nord-Ouest ;
- Mettre en place un système d'analyse géographique avec des fonds de carte sur ArcGis ou GoogleEarth de sorte à constituer une base de données « interactive » relative à la prévention et à la préparation aux désastres ;
- Mettre en place le Système d'Information Géographique et l'archivage documentaire, pour classer et rendre accessible de manière instantanée et sécurisée, localement et à distance, toutes les informations relatives aux mécanismes de réponse, aux plans de contingence ;
- Apporter son assistance sur une durée limitée aux cadres de la DPC pour une meilleure utilisation des outils de réponse aux catastrophes naturelles, et le cas échéant, les former à leur usage ;

- Veiller à la bonne gestion du système d'information et la mise à jour régulière (sur une période de temps limitée) des informations sur les infrastructures de gestion des Risques et Désastres ;
- Assurer une bonne appropriation et connaissance du Système d'Information Géographique au niveau local, afin d'optimiser la réponse aux catastrophes naturelles ;

LIVRABLES

Livrables	Période	Paiement sur base de validation des livrables
1- Rapport d'inventaire des capacités et des systèmes existants en matière de réponse aux désastres (équipements et services d'urgence) ainsi que les besoins additionnelles (lieu sécurisé d'accostage, d'atterrissage, de stockage etc.)	30 jours	gourdes
2- Rapport relatant les activités de renforcement de capacités et de transfert de connaissances dans le géoréférencement des infrastructures existantes sur les 10 départements et pour les 10 communes du département du Nord-Ouest avec des recommandations claires à la DPC	30 jours	gourdes
3- Rapport présentant le système d'analyse géographique mis en place avec des fonds de carte sur ArcGis ou GoogleEarth de sorte à constituer une base de données « interactive » relative à la prévention et à la préparation aux désastres	30 jours	gourdes
4- Rapport présentant le Système d'Information Géographique et l'archivage documentaire, pour classer et rendre accessible de manière instantanée et sécurisée, localement et à distance, toutes les informations relatives aux mécanismes de réponse, aux plans de contingence	30 jours	gourdes
5- Rapport présentant les procédures et bonnes pratiques pour garantir une meilleure utilisation des outils de réponse aux catastrophes naturelles et rapport de formation relative à l'usage de ces outils.	30 jours	gourdes
6- Rapport de recommandations et de leçons apprises pour une bonne gestion du système d'information et de mise à jour régulière des informations sur les infrastructures de gestion des Risques et Désastres	30 jours	gourdes

COMPETENCES

- Compétences avérées dans le domaine du système d'information géographique justifiée par des missions similaires et probantes ;
- Connaissance confirmée, du traitement d'imagerie (satellite et aérienne) et solides capacités en photo-interprétation ;
- Parfaite maîtrise des outils SIG et des applications (de préférence ArcGis) ;
- Excellente aptitude à produire des rapports ;
- Excellente connaissance du créole et du français écrit et parlé et une grande capacité de rédaction et de synthèse. La connaissance de l'anglais est un atout ;
- Connaissance des nouvelles technologies de l'information (logiciels de base, QGIS et/ou SIG, Word, Excel, PowerPoint, pratique de la messagerie électronique et du travail en réseau etc.) ;
- Aptitude à travailler en milieu multiculturel, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, en situation complexe, avec l'exigence de respect des délais ;

FORMATION ET EXPERIENCES REQUISES

Formation :

- Etre titulaire d'un diplôme niveau Maitrise dans les domaines suivants : systèmes de base de données, cartographie, SIG, gestion de données.

Expérience :

- Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans l'application de SIG ;
- Avoir de l'expérience indispensable dans les projets de mise en place de base de données ;
- Avoir de l'expérience de travail et de transfert de connaissance avec les institutions techniques gouvernementales et les instances déconcentrées au niveau des communes